

## ITALIE

La part de l'Italie dans les échanges mondiaux a diminué, et la faible croissance de la productivité a créé un écart qui se creuse de plus en plus entre son PIB par habitant et ceux des pays les plus performants de l'OCDE. Pour relancer le dynamisme économique, il faudra faire face à plusieurs difficultés, dont la solution passe notamment, et pour une part décisive, par l'amélioration du contexte dans lequel s'inscrit l'innovation.

La dépense de R-D est inférieure aux moyennes de l'OCDE et de l'UE; de plus, en 2005, l'intensité de R-D (dépense intérieure brute de R-D [DIRD] en pourcentage du PIB) se chiffrait à 1.1 %, contre 2.25 % dans la zone OCDE et plus de 1.7 % dans l'UE. Le secteur privé n'a financé que 40 % de la R-D et en a exécuté 50 %, alors que les moyennes respectives de l'OCDE étaient de 63 % et 68 %.

L'atonie de l'investissement dans la R-D découle peut-être de la spécialisation des entreprises dans des secteurs traditionnels et de la prédominance de petites entreprises familiales. Cela dit, force est de constater aussi que des réglementations strictes affaiblissent les incitations encourageant les entreprises à fonctionner de manière efficiente, à investir dans des technologies novatrices et à engager des changements organisationnels. Conscient de la situation, le gouvernement a commencé à libéraliser certains secteurs en réduisant les barrières à l'entrée et en supprimant les restrictions qui pesaient sur les prix et les quantités.

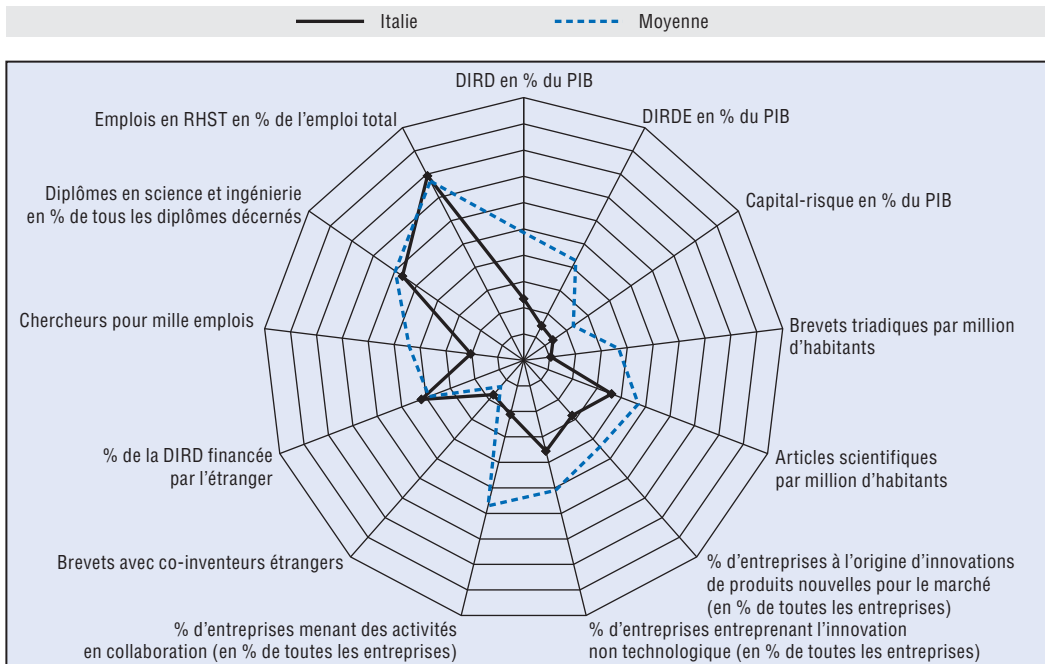
En dépit de la forte augmentation des effectifs de ressources humaines en science et technologie entre 1996 et 2006 (à un taux annuel moyen de plus de 4 %, contre quelque 3 % dans l'UE19), l'Italie présente l'une des plus faibles proportions de chercheurs dans l'emploi total dans la zone OCDE, à savoir 3.4 chercheurs pour mille emplois, contre 7.3 dans la zone OCDE; leur nombre a affiché une croissance annuelle négative entre 1996 et 2005, à -0.1 %, contre 2 % dans la zone OCDE. Les performances en matière d'innovation, évaluées en fonction du nombre de brevets triadiques déposés, des publications

scientifiques et du nombre d'entreprises à l'origine de produits nouveaux pour le marché, sont également en dessous de la moyenne. L'absence d'interaction forte entre les milieux universitaires et industriels est un facteur qui pourrait expliquer ces résultats.

Pour remédier à ces difficultés, un certain nombre de mesures ont été prises en vue de stimuler la R-D et l'innovation. Sur la période 2007-09, la R-D industrielle pré-concurrentielle bénéficie d'un crédit d'impôt pouvant atteindre 15 % de son coût (et 40 % si dans ce coût sont compris des contrats passés avec des universités ou des entités publiques de recherche). Un Fonds pour la compétitivité et le développement a été créé pour appuyer les projets industriels d'innovation dans des domaines tels que l'efficacité énergétique, les nouvelles technologies applicables pour fabriquer des produits sur le territoire national, les nouvelles technologies du vivant et les technologies novatrices au service du patrimoine culturel. L'Italie est en passe de mettre également sur pied un organisme indépendant chargé d'évaluer les universités et la recherche afin d'améliorer la gouvernance du système de recherche et d'innovation. Elle reçoit également des fonds structurels de l'UE qui l'aident à financer des projets régionaux.

Dans l'immédiat, les principaux défis que doivent relever les pouvoirs publics concernent le capital humain et l'activité d'innovation des entreprises. Pour mettre en place le socle de connaissances que nécessitent la production de haute technologie et la diffusion de technologies nouvelles dans l'ensemble de l'économie, il faudra pouvoir compter sur plus de personnes ayant bénéficié d'un enseignement universitaire. La recrudescence prévue de départs à la retraite d'universitaires de haut niveau dans les dix prochaines années créera simultanément des possibilités de changement dans le secteur de l'enseignement supérieur et des problèmes de recrutement. De nouvelles réformes structurelles, visant notamment à réduire les participations et le contrôle de l'État dans les entreprises, contribueraient également à intensifier l'innovation.

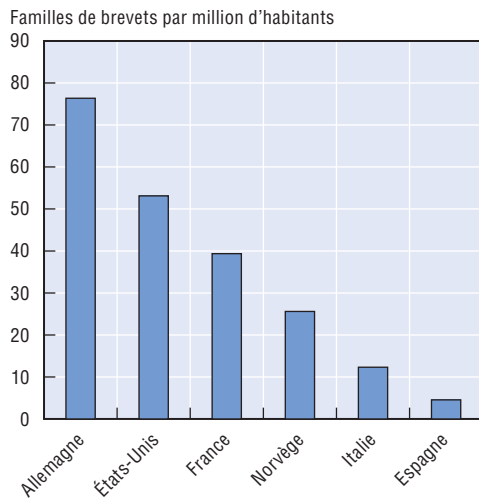
### Science et innovation : profil de l'Italie



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/464158674336>

### Famille de brevets triadiques par million d'habitants

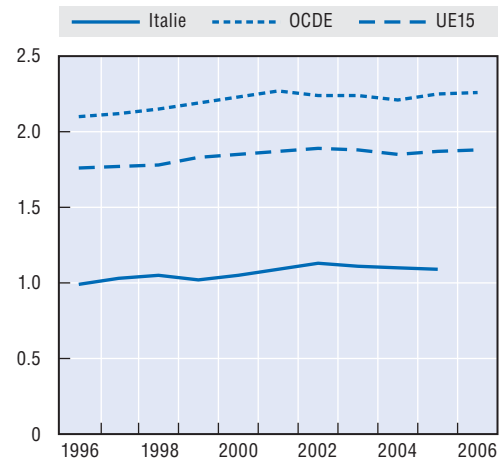
2005



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/464202173251>

### DIRD, 1996-2006

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/464214483078>